

La division au sein de l'élite gouvernementale de Santa Cruz en Bolivie fait surface



La Havane, 17 février, (RHC)- Après la suspension ce jeudi en Bolivie de l'audience du tribunal qui devait décider du remplacement du gouverneur de Santa Cruz, Luis Fernando Camacho, de nouvelles preuves de la division qui prévaut au sein de l'exécutif de ce département ont fait surface.

"Il y a deux options, soit je reprends le poste de gouverneur, soit je vais en prison ; et une troisième option, qui semble plaire à beaucoup de gens, que je passe pour un traître ou un lâche et que je démissionne", a assuré le vice-gouverneur, Mario Aguilera, aux médias de Santa Cruz de la Sierra.

L'homme nommé par le statut d'autonomie pour remplacer temporairement le gouverneur emprisonné dans le cadre d'une enquête pour terrorisme a dû admettre que jusqu'à présent, personne ne lui a

demandé de démissionner, selon le portail en ligne Asuntos Centrales.

Il a toutefois admis que "dans certaines conversations, cela apparaît comme une alternative".

Les articles 25 et 26 du statut d'autonomie de Santa Cruz stipulent qu'en cas d'absence temporaire du gouverneur, c'est au vice-gouverneur d'en assumer les fonctions et "le mandat du gouverneur ne cesse qu'en cas de décès, de démission formelle présentée à l'assemblée législative départementale, d'absence ou d'empêchement définitif, de condamnation pénale exécutoire à son encontre et de révocation du mandat".

Cependant, les membres de l'assemblée départementale et les législateurs nationaux de Creemos, le parti de Camacho, refusent qu'Aguilera remplace l'homme politique arrêté.

Cette situation a révélé un clivage entre Camacho et Aguilera, bien que certains militants de Creemos aient tenté de nuancer les faits.

Efraín Suárez, conseiller en gestion au bureau du gouverneur de Santa Cruz, a fait pression sur Aguilera lors d'une conférence de presse la veille.

"Je n'ai pas dit qu'il est étranger à Creemos, ce que j'ai dit c'est que s'il assume le poste de gouverneur, il serait un gouverneur de complaisance pour le MAS, (...)", a-t-il prévenu.

L'audience prévue jeudi a été suspendue en raison des pressions et des menaces exercées sur les juges par des éléments pro-Camacho postés à l'entrée du tribunal, selon la chaîne publique Bolivia TV.

La justice bolivienne enquête sur la participation de Camacho au complot qui a forcé la démission de l'ancien président constitutionnel Evo Morales, imposé un gouvernement de facto dirigé par Jeanine Áñez et conduit à des massacres tels que ceux de Sacaba et Senkata, qui ont fait 38 morts, des centaines de blessés et des milliers de détentions arbitraires.

Source : Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/314029-la-division-au-sein-de-lelite-gouvernementale-de-santa-cruz-en-bolivie-fait-surface>



Radio Habana Cuba